



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Grèce

Question au Gouvernement n° 3058

Texte de la question

SITUATION DE LA GRÈCE

M. le président. La parole est à M. François Asensi, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. François Asensi. Monsieur le Premier ministre, le Fonds monétaire international – le FMI –, ce bras armé du mur de l'argent, continue de faire sa loi en Europe. Sans aucune légitimité démocratique, la Française Christine Lagarde joue les affameurs du peuple grec. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Alors qu'un accord avec la Grèce était proche, les dirigeants européens, l'Allemagne en tête et la France solidaire, se sont ralliés à la surenchère du FMI, qui souhaitait toujours plus d'austérité en s'attaquant aux petites retraites. (*Mêmes mouvements.*)

Face à ce chantage, Alexis Tsipras a pris une décision que nous soutenons sans réserve : celle de consulter son peuple par référendum. Quelle leçon pour la démocratie française, où les deux formations qui dominent la vie politique, les Républicains et les socialistes, ont refusé la souveraineté du peuple lors du référendum de 2005 et continuent de cautionner ensemble cette politique « austéritaire » !

Depuis cette annonce, toute l'oligarchie est sur le pied de guerre pour coucher le peuple grec. Samedi, le ministre grec a été exclu de l'Eurogroupe. Depuis, la Banque centrale européenne, le FMI et la Commission spéculent pour inverser le résultat du référendum. Décidément, il n'y a pas de place pour la démocratie dans cette Europe des marchés et de la finance.

En refusant de prolonger leur aide, les créanciers ont fait le choix irresponsable de pousser la Grèce hors de la zone euro. Ils ont pris le risque inouï d'une panique bancaire généralisée. Pour préserver le dogme de l'austérité, ils sont prêts à mettre en péril la construction européenne.

Monsieur le Premier ministre, si dimanche prochain le peuple grec confirme son refus de l'austérité, quelle sera la position du Gouvernement ? Plaidera-t-il enfin au niveau européen pour la restructuration de la dette grecque et l'annulation des créances illégitimes ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Monsieur le député, vous avez votre lecture, mais permettez-moi de vous dire qu'ayant participé à l'ensemble de la négociation, y compris à la réunion de l'Eurogroupe de samedi dernier, je n'ai pas la même que vous – et je crois pouvoir en parler en connaissance de cause, en particulier pour ce qui concerne la position française.

Samedi dernier, au sein de l'Eurogroupe – en présence, évidemment, du ministre des finances grec –, il y avait sur la table des négociations, comme la France le souhaitait, une proposition globale, avec des mesures nécessaires pour faire en sorte que l'économie et les finances grecques retrouvent de la stabilité, mais aussi avec un indispensable accompagnement en termes de solidarité de la part de l'Europe et de chacun de nos pays, une aide au financement de l'économie, une aide à l'investissement – car c'est l'investissement qui permettra à la croissance de reprendre en Grèce et la Grèce a, d'abord et avant tout, besoin de retrouver de la croissance, de l'activité et de l'emploi – et une proposition relative à la dette, pour permettre d'alléger le poids de celle-ci au cours des mois et des années qui viennent, le temps que la Grèce retrouve de l'air et une capacité à se développer.

Voilà ce qu'il y avait sur la table des négociations et à quoi le gouvernement grec, en toute liberté et en toute légitimité, a choisi de répondre par la voie du référendum.

Pas plus qu'aucun membre du Gouvernement, je ne conteste la légitimité du référendum. C'est le choix du gouvernement et du Parlement grecs : ce sera donc le choix du peuple grec que d'y répondre. C'est inattaquable.

Nous ne remettons pas en cause la démocratie, mais je ne veux pas non plus que l'on mette en cause la vérité de la négociation et de la position de la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. François Asensi](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (11^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3058

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er juillet 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er juillet 2015](#)